

Retrait envisagé de « toutes les troupes burundaises » de l'AMISOM

PANA, 24 février 2019 Bujumbura, Burundi - Le Parlement burundais a sorti vendredi une déclaration invitant l'Union africaine à envisager, au cas échéant, le retrait de toutes les troupes burundaises déployées au sein de la Mission africaine en Somalie (AMISOM), en guise de représailles contre une récente décision jugée injuste et unilatérale de la Commission de l'Union africaine (UA) de réduire de 1.000 personnels de l'AMISOM sur le seul contingent burundais.

Quelque six bataillons de près de 5.000 militaires burundais déployés en Somalie depuis 2007. La crise électorale de 2015 est venue ternir l'image des corps de défense et de sécurité, en général, accusés d'avoir participé dans l'insurrection populaire contre le troisième quinquennat présidentiel, expliquent des analystes à Bujumbura, ce samedi avec l'UA. La déclaration sort au lendemain d'une session spéciale que les deux chambres du Parlement burundais (Sénat et Assemblée nationale) ont réservé à des questions orales au ministre de la Défense, Emmanuel Ntahomvubu (un civil) et au général Alain Guillaume Bunyoni, de la Sécurité publique sur le renvoi « sans façon » d'une partie des troupes burundaises de l'AMISOM. La décision de rapatriement d'une partie de l'effectif des troupes burundaises ne conforme pas aux conclusions de la réunion du Comité de coordination des opérations militaires de l'AMISOM tenue le 30 novembre dernier à Addis-Abeba, motive la déclaration parlementaire. Les députés et sénateurs chargent l'État burundais de transmettre leur prise de position indignée au Président en exercice de l'UA, au Président de la Commission de l'UA, aux chefs d'État des pays contributeurs de troupes à l'AMISOM, aux Parlements des États membres de l'UA, au Parlement panafricain, au Gouvernement somalien, au Secrétaire général des Nations unies, et à tous les membres du Conseil de Sécurité des Nations unies. La déclaration est encore assortie d'une recommandation du Sommet des chefs d'État des pays contributeurs de troupes au sein de l'AMISOM afin de parvenir à une solution consensuelle et juste. Le texte de la déclaration exige enfin, l'adoption de mesures appropriées pour sécuriser les régions sous menaces terroristes engendrées par la réduction des troupes burundaises. La déclaration demande, en outre, à la Commission de l'UA d'assurer la protection des troupes burundaises restantes, confrontées aux terroristes d'EI Shebaab. Par ailleurs, les députés et sénateurs invitent le gouvernement burundais à envisager le retrait de toutes les troupes burundaises au cas où la décision de la Commission de l'UA serait maintenue. Lors du débat parlementaire de la veille, des députés et sénateurs ont accusé le chef de l'État rwandais et président sortant de l'UA, Paul Kagame, le soupçonnant d'avoir influencé le renvoi des troupes burundaises de l'AMISOM. Les relations entre le Burundi et le Rwanda se sont considérablement dégradées ces dernières années sur fond d'accusations de déstabilisation réciproque par groupes armés interposés. L'ancien chef de l'État Pierre Buyoya, actuellement Haut-représentant de l'UA pour le Mali et le Sahel, a également été soupçonné d'être impliqué pour quelque chose dans le renvoi des troupes burundaises de l'AMISOM. D'autres voix ont mis en cause l'Union européenne (UE) qui ne finance plus les militaires burundais de l'AMISOM, de même qu'elle a gelé ses aides budgétaires directes au pouvoir burundais, accusé de manque de volonté pour régler la crise politique interne par un "dialogue franc" avec son opposition. Un député a suggéré des marches-manifestations de rue pour faire encore entendre la voix du Burundi, « victime d'injustices et d'oppression de la part de la communauté internationale ».

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});